

Avis adopté

Séance plénière du 13 janvier 2026

« Anticiper et prévenir les risques liés au *changement climatique* pour les infrastructures »

Déclaration du groupe Agir autrement pour l'innovation sociale et environnementale

Ne pas investir aujourd'hui n'est pas une économie, c'est une dette. En 2025, les catastrophes naturelles ont coûté plus de 100 milliards d'euros, parce qu'il y a vingt ans, on a jugé la décarbonation trop chère. Parce qu'il y a vingt ans, on a préféré attendre.

Résultat : canicules, inondations, infrastructures fragilisées.

La France porte une dette grise, invisible dans les comptes, mais bien réelle sur le terrain.

Ce que nous n'investissons pas maintenant coûtera beaucoup plus cher demain. L'avis formule des préconisations pertinentes :

- intégrer adaptation et atténuation ;
- ou encore donner la priorité aux stratégies dites « sans regret » et aux solutions fondées sur la nature.

Cette transformation de nos réseaux, qui va au-delà de la simple maintenance, est une occasion unique d'accélérer la transition écologique : développement d'éco-matériaux, soutien aux champions de la transition écologique, nouveaux modèles économiques équilibrés, mobilisation de l'épargne durable. Construire la résilience peut créer des emplois qualifiés et améliorer cohésion sociale et solidarité territoriale, y compris pour les Outre-mer particulièrement exposés.

Pour autant, nous regrettons que cet avis ne propose pas une réflexion nouvelle sur le modèle infrastructurel hérité des Trente Glorieuses.

Les solutions fondées sur la nature et le génie écologique, pourtant déterminants pour la gestion de l'eau et l'adaptation littorale, auraient ainsi mérité d'être développés.

Les enjeux de sobriété, d'allègement de certaines infrastructures et de réduction de l'empreinte carbone du transport restent insuffisamment traités.

Surtout, les évolutions nécessaires des pratiques de mobilité et des modèles productifs, ainsi que la question du rôle des usagers dans le financement de certaines infrastructures, auraient justifié selon nous un débat plus ambitieux : les émissions des transports sont aujourd'hui les plus difficiles à réduire, l'électrification ne suffira pas, nous devons repenser les usages et pratiques – donc les infrastructures, avant de les refaire pour un demi-siècle voire plus.

Transformer le risque environnemental en opportunités de cohésion, d'innovation, d'emplois et de meilleure gestion des finances publiques de long terme, voilà le cap que notre groupe porte au CESE.